



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

N°100

Une publication du SER de Stockholm
Semaine du 30 juin 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Budget total consacré à la défense par les pays nordiques en 2024 :

36,5 Md€

En 2025, la Suède consacre 12,9 Md€ à la défense, la Norvège 9,3 Md€, le Danemark 8 Md€ (hors fonds d'accélération) et la Finlande 6,5 Md€. L'Islande ne possède pas d'armée permanente.

Sources : SIPRI Military expenditure database pour 2024 (données converties EUR/USD au taux moyen de 1,087), données des gouvernements pour 2025 : [Norwegian Government](#), [Swedish Government](#), [Finish Ministry of Defence](#), [Danish Ministry of Finance](#), [Government of Iceland](#)

Pays nordiques

Le Conseil nordique des ministres investit dans un centre d'Intelligence artificielle nordique-balte. Le Conseil nordique des ministres a approuvé l'octroi de 30 M DKK (4 M€) sur trois ans pour lancer un centre d'IA commun aux pays nordiques et baltes, qui sera basé à Stockholm. Prévu pour l'automne 2025, ce centre servira de plateforme de collaboration entre gouvernements, entreprises et organisations. Soutenue par cinq organisations nordiques (AI Sweden, AI Finland, Digital Dogme, IKT Norge et Almannarómur), l'initiative vise à contribuer à positionner la région parmi les leaders en IA et dans le domaine digital, en intégrant les Etats baltes à l'initiative.

Classement international des universités nordiques. Selon le dernier classement international *QS World University Rankings*, 13 universités nordiques figurent parmi les 300 premières au niveau mondial. Parmi elles, on compte 6 universités suédoises, 2 danoises, 2 finlandaises et 3 norvégiennes. A titre de comparaison, la France compte 7 universités dans le top 300 (dont 2 dans le top 50). Le classement repose sur les critères suivants : la recherche et l'innovation, l'employabilité et les résultats, la qualité de l'expérience d'apprentissage, l'engagement international et la durabilité.

Danemark

Le 15 juin, le Président de la République français s'est rendu en voyage officiel au Groenland, à l'invitation du Premier ministre groenlandais et de la Première ministre danoise. Il s'agit de la première

visite d'un chef d'Etat français dans ce territoire autonome du Royaume du Danemark. Le déplacement s'est articulé autour d'une séquence sur une frégate porte-hélicoptères danoise, d'une visite du site de Nunatarsuaq, glacier du fjord de Nuuk exposé aux conséquences du dérèglement climatique et d'une conférence de presse. Les enjeux de sécurité et de défense, de transition écologique, de développement économique du territoire et d'exploitation de ses ressources ont été au cœur du déplacement. Le Président de la République a rappelé les principes d'intégrité territoriale et d'intangibilité des frontières et annoncé l'organisation d'exercices de sécurité conjoints avec les pays du sud de l'Arctique. Il a également indiqué le souhait des Européens d'accélérer la mise en œuvre du partenariat signé avec le Groenland, en novembre 2023, sur les chaînes de valeur durable des matières premières critiques. Le Président français a également proposé d'accompagner le Groenland dans le domaine scientifique. Un consulat général français sera prochainement créé à Nuuk. La nouvelle coalition gouvernementale arrivée au pouvoir en mars 2025 entend développer le secteur privé et une exploitation raisonnée et durable des ressources naturelles du territoire (minerais et métaux, ressources halieutiques, hydroélectricité, tourisme...), afin de lui garantir les moyens d'un développement autonome.

Le ministère des Finances (Finansministeriet) a revu à la hausse de 7,8 Md€ le montant de la marge de manœuvre budgétaire disponible jusqu'en 2030, laquelle s'élève désormais à 14,5 Md€ (108 Md DKK). C'est la cinquième fois sous le gouvernement actuel que ce montant est revu à la hausse, ce qui reflète la solidité de l'économie danoise, soutenue notamment par les performances des entreprises, un

taux d'emploi record et des finances publiques solides. Certains acteurs économiques comme la Confédération de l'industrie danoise (*Dansk Industri*) et son homologue représentant les PME et TPE (*SMVdanmark*), appellent à utiliser ce levier pour soutenir la croissance et l'investissement. D'autres acteurs incitent à la prudence, compte-tenu des incertitudes économiques.

L'emploi au Danemark a connu en avril sa plus forte progression mensuelle depuis près de deux ans (+0,2%), avec 5 400 nouveaux salariés, portant le nombre d'emplois total à plus de 3 M. Le secteur privé a généré l'essentiel des nouveaux emplois : 5 200. Cette dynamique, qui dure depuis 20 mois consécutifs et concerne tous les secteurs, contribue notamment à la bonne santé des finances publiques et à l'amélioration des marges de manœuvre du gouvernement. L'année 2025 devrait voir plus de 30 000 créations nettes d'emplois selon les prévisions de la banque danoise *Arbejdernes Landsbank*.

L'État danois prévoit de réduire de 737 M€ (5,5 Md DKK) d'ici 2030 ses coûts de fonctionnement afin de réaffecter ces fonds en priorité à la police et aux forces armées.

Cette stratégie, annoncée par le ministère des Finances, vise à simplifier les procédures et exigences administratives, en supprimant l'équivalent de 6 500 postes à temps plein. Les coupes les plus importantes toucheront le ministère des Impôts (*Skatteministeriet*) avec 144 M€, suivi du ministère de la Justice (*Justitsministeriet*) avec 92 M€, et du ministère de la Défense (*Forsvarsministeriet*) avec 63 M€, tandis que d'autres, comme le ministère des Affaires économiques (*Økonomiministeriet*) ou le Cabinet du Premier Ministre (*Statsministeriet*), seront peu concernés. Le recours à l'intelligence artificielle est mis en avant afin de réduire les effectifs de l'Etat.

Eurowind Energy envisage d'utiliser des turbines chinoises

pour la construction de ses éoliennes terrestres au Danemark, à la suite de l'annonce du gouvernement de subventionner un projet de trois parcs éoliens en mer. L'entreprise juge que la décision du gouvernement d'apporter des aides publiques faussera la concurrence, en provoquant une chute des prix de l'électricité, et risque de menacer la viabilité des projets terrestres. En se tournant vers des fournisseurs chinois, Eurowind Energy indique chercher à pallier la diminution de ses marges. Cette hypothèse suscite des inquiétudes. Selon l'Institut danois d'études internationales (*Dansk Institut for Internationale Studier*), ces choix pourraient affaiblir l'industrie éolienne européenne, et notamment danoise, et accroître les risques liés à la cybersécurité et à l'influence géopolitique chinoise.

Le Danemark adopte une nouvelle stratégie de politique de développement visant à maximiser l'impact de son aide publique en la combinant à des investissements privés. Face à l'ampleur des défis mondiaux – climat, tensions géopolitiques, pauvreté –, le ministre des Affaires étrangères Lars Løkke Rasmussen souligne que l'aide traditionnelle ne suffit plus - l'aide danoise au développement s'élève à près de 2,7 Md€ par an. En attirant des capitaux privés via des incitations publiques, le pays veut renforcer son rôle international, notamment en Afrique et dans la transition verte. Cette approche permettrait aussi aux acteurs privés danois d'accéder à de nouveaux marchés tout en réduisant le risque grâce à l'intervention de l'Etat.

EIFO (Fonds danois pour l'exportation et l'investissement) investit 13,4 M€ (100 M DKK) dans Amaroq, société minière stratégique au Groenland spécialisée dans l'exploration de l'or et de minéraux critiques. EIFO a investi dans l'entreprise groenlandaise une première fois en 2019 dans le cadre de l'initiative politique danoise et groenlandaise baptisée « *The Business Cooperation* »,

promouvant le développement du Groenland et de son commerce. Cette opération s'inscrit dans le mandat conféré à EIFO de sécuriser les chaînes d'approvisionnement danoises et européennes dans les domaines de l'énergie, de la défense et de la technologie.

Les dirigeants d'Arla et de la coopérative laitière allemande DMK Group (40 Md DKK de CA et 7000 employés) ont approuvé le projet de fusion, qui nécessite désormais l'aval des autorités de la concurrence pour être finalisé. Cette opération ferait du groupe la plus grande coopérative laitière d'Europe avec un chiffre d'affaires dépassant 19 Md€ (140 Md DKK). Arla gagnerait ainsi en présence sur le marché européen du fromage, bénéficierait de l'implantation de DMK en Allemagne et renforcerait son approvisionnement en lactosérum, ingrédient essentiel à son activité mais dont l'entreprise manque chroniquement.

Finlande

Le ministère des finances a abaissé ses prévisions de croissance pour 2025 et 2026. Le gouvernement prévoit désormais une croissance du PIB de 1% en 2025, 1,5% en 2026 et 1,7% en 2027 (au lieu de +1,3%, +1,6% et +1,6% en avril) prenant en compte un impact plus significatif lié à la guerre commerciale déclenchée par les Etats-Unis. Le déficit public restera au-dessus de la cible de référence (-4,2% du PIB en 2025, -3,6% en 2026, -3,5% en 2027 et -3,3% en 2029) et le ratio de la dette (86% du PIB cette année) devrait être proche de 90% du PIB en 2029. La hausse des dépenses de défense et les baisses d'impôts prévues pour 2026-2027 devraient accélérer l'endettement.

Selon la Banque de Finlande, la stabilité du système financier finlandais pourrait être menacée par l'érosion du système international fondé sur des règles. La situation géopolitique et commerciale compliquée assombrit les perspectives de l'économie, elle accroît la volatilité des marchés et induit un resserrement des conditions de financement sur les marchés financiers. Une lente reprise prolongerait le ralentissement du secteur de la construction et augmenterait les risques pour les banques et les investisseurs. Elle augmente les risques de crédit des banques, prolonge les difficultés des investisseurs immobiliers et les risques de ventes forcées d'immeubles. La Banque de Finlande recommande à l'autorité de supervision FIN-FSA de maintenir et renforcer la résilience du secteur bancaire, et à cet effet de renforcer les exigences de fonds propres supplémentaires (CCyB) avant toute surchauffe du marché du crédit, comme l'ont déjà fait plusieurs Etats-membres. La Banque centrale souligne que le système financier de l'UE devrait être renforcé et diversifié par la mise en œuvre de l'Union de l'épargne et de l'investissement.

Une capitalisation supplémentaire de 100 M€ pour Tesi. L'Etat a décidé d'augmenter le capital de sa société d'investissement pour l'Industrie de 300 M€, dont 100 M€ en 2025. Le financement servira à renforcer les fonds

propres du fonds public Tesi, en soutien de la politique industrielle du pays. La société pourra participer à des cycles de financement plus importants dans la phase de croissance des scale-ups. L'objectif de Tesi est de mobiliser les financements privés aux niveaux national et international pour les entreprises finlandaises en croissance.

« Réception finale » de l'EPR OL3, par son exploitant finlandais, TVO. Le 19 juin 2025, le commanditaire de l'EPR, TVO, a délivré le certificat de « Final Take Over » de l'unité OL3 à son fournisseur, le consortium Areva NP-Siemens AG. La construction de l'EPR d'OL3 a démarré en 2005 et s'est achevée en 2023. Il a débuté sa production commerciale le 1^{er} mai 2023. Avec 1600 MW de capacité, l'EPR OL3 d'Olkiluoto contribue pour environ 15% à l'électricité consommée en Finlande.

Le classement des 10 plus grandes entreprises finlandaises reste quasiment inchangé en 2024. Selon une enquête annuelle du magazine économique *Talouselämä* sur les 500 plus grandes entreprises finlandaises, la banque Nordea reste la plus grande entreprise finlandaise en termes de chiffre d'affaires (26 477 M€), suivi du géant de carburants Neste (20 635 M€) et de Nokia (19 220 M€). En quatrième position se trouve l'entreprise de grande distribution Kesko (11 920 M€), suivie du fabricant d'ascenseurs Kone (11 098 M€), du fonds de pensions Varma (10 694 M€), de l'assureur Sampo (10 650 M€), du groupe forestier UPM (10 339 M€), du groupe de banque-assurance OP (9 696 M€) et de la coopérative de grande distribution SOK (9 328 M€).

La Finlande modifie la loi sur le travail pour garantir la continuité des fonctions essentielles de la société en cas d'action collective. Le « travail essentiel » fait référence au travail qu'il est nécessaire de maintenir dans l'entreprise, en cas de grève, afin de préserver la vie, la santé, les machines et les équipements, l'environnement et les fonctions essentielles à leur protection. La loi oblige les syndicats à veiller à ce que les actions collectives ne mettent pas ces

derniers en danger immédiat, concret et sérieux, et à négocier avec l'employeur les moyens d'éviter tout dommage. L'accord peut porter sur les tâches ou fonctions à exclure ou la quantité de travail essentiel à effectuer. En cas de désaccord, l'employeur peut saisir le juge qui statuera. L'employeur peut demander à un employé d'effectuer des « travaux d'urgence » pour éviter des dommages imminents. Le Parlement a approuvé (83 voix contre 69) les modifications apportées à la loi sur le travail, qui est entrée en vigueur le 16 juin 2025.

Le tourisme représentait 14 % (5,5 Md€) des recettes d'exportation générées par les services en 2024.

La demande totale dans le secteur du tourisme s'élevait à 16,6 Md€ et sa part directe dans le PIB était de 2,4%. Le tourisme emploie 146 600 personnes directement. Le tourisme, qui a des répercussions économiques régionales importantes, est un secteur de services à fort potentiel pour la Finlande.

L'alcool en Finlande est parmi les plus coûteux en Europe.

Selon l'institut statistique finlandais, les boissons alcoolisées sont plus chères seulement en Islande et en Norvège. Selon Eurostat, la Finlande se classe au huitième rang dans la comparaison des prix mesurant le niveau de prix d'alimentation et des boissons non alcoolisées (+10% au-dessus de la moyenne de l'UE). En matière de tabac, le pays est le sixième le plus cher d'Europe.

Islande

Baisse de 9% en volume des exports islandais de poisson en 2024.

Selon des chiffres publiés par *Statistics Iceland*, le volume des exports islandais de poisson en 2024 enregistre une baisse de 9% par rapport à l'année précédente, avec 685 000 tonnes exportées en 2023 contre 624 000 en 2024. Ces chiffres reflètent principalement le très net recul des exportations de capelan (-83% d'une année sur l'autre), l'espèce n'ayant pas pu être pêchée en 2024 faute de stocks suffisants dans les eaux islandaises. La valeur des exportations islandaises de poisson ne recule en revanche que de 2% d'une année sur l'autre, du fait de la progression de la valeur des exportations de merlan, de maquereau et d'aiglefin.

Le taux de chômage en Islande recule légèrement d'un mois sur l'autre.

Le chômage en Islande diminue de 0,2 points de pourcentage entre avril et mai 2025, passant de 3,3% en avril à 3,1% en mai 2025. La tendance est à la baisse depuis le mois de février 2025, date à laquelle le taux de chômage était estimé à 5,6%. En mai 2025, la population active islandaise représente 237 700 individus.

Le solde budgétaire de l'Etat islandais est positif au premier trimestre 2025.

Selon des données préliminaires publiées par l'Institut islandais des statistiques le 12 juin 2025, le budget de l'Etat islandais serait excédentaire sur le premier trimestre 2025. Le solde budgétaire de l'Etat sur la période est de 4,6 Md ISK (32 M€), soit 0,4% du PIB pour ce trimestre. A titre de comparaison, l'Etat islandais était déficitaire à hauteur de 4,3 Md ISK (30 M€) sur le premier trimestre 2024. Ces changements s'expliquent par une hausse plus rapide des recettes de l'Etat que des dépenses engagées.

La Banque centrale islandaise double ses achats hebdomadaires de devises.

La Banque centrale islandaise a annoncé le 12 juin 2025 doubler ses achats hebdomadaires de devises étrangères sur le marché interbancaire, pour un montant

atteignant désormais 12 M€ par semaine. La Banque centrale réalise des achats d'un montant de 3 M€ à l'ouverture des marchés les mardis, mercredis, jeudis et vendredis. Ces opérations visent à renforcer les réserves de change de la Banque centrale afin de garantir la stabilité et la résilience de l'économie du pays, ainsi qu'à répondre aux besoins du Trésor islandais. À la mi-juin, ces réserves de change représentaient 895 Md ISK (6,2 Md€). Le but de la Banque centrale est de maintenir en permanence des réserves d'au moins 895 Md ISK, soit 120% du niveau recommandé par le FMI.

L'Islande annonce avoir pour objectif de consacrer 1,5% de son PIB aux dépenses de défense.

Après s'être entretenue avec le Secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte, la Première ministre islandaise Kristrún Frostadóttir a annoncé un nouvel objectif de dépenses de défense pour l'Islande fixé à 1,5% du PIB, soit environ 70 Mds ISK (492 M€), à atteindre d'ici 2032 ou 2035. L'Islande n'ayant pas d'armée, les dépenses engagées contribueront au développement d'infrastructures mixtes telles que les ports, le réseau routier et les aéroports, et soutiendront les capacités nationales de cybersécurité et de préparation des populations. Le renforcement du soutien aux garde-côtes islandais est une priorité.

Les travailleurs étrangers représentent près de la moitié de la main d'œuvre du tourisme en Islande.

En avril 2024, 46% des emplois dans le secteur islandais du tourisme étaient occupés par des travailleurs non-islandais, ce qui représente une augmentation de plus d'un tiers du nombre des étrangers employés par ce secteur entre 2018 et 2024. Le nombre total des emplois générés par la filière demeure toutefois stable sur la période : 30 500 emplois en 2018 contre 29 700 en 2024.

Norvège

Visite officielle du Président de la République à Oslo.

Le Président Emmanuel Macron a effectué les 23 et 24 juin la première visite officielle d'un Président français en Norvège depuis 1984. Il était notamment accompagné du ministre de l'économie et des finances Eric Lombard et d'une délégation de chefs d'entreprises. La délégation française a pu rencontrer SM le Roi Harald V, le Premier ministre Støre, le ministre des finances Stoltenberg, la gouverneure de la Norges Bank Bache et le directeur du Fonds souverain Tangen. La visite était centrée sur le resserrement des liens stratégiques entre les deux pays sur le plan de la sécurité, ainsi que sur celui de la transition énergétique, industrielle et technologique.

Signature d'un partenariat stratégique entre la France et la Norvège.

Emmanuel Macron et Jonas Støre ont signé le 23 juin 2025 un accord de partenariat stratégique qui engage les deux pays à renforcer leur coopération dans plusieurs domaines économiques : captage et stockage du carbone (CCS), matières premières critiques, intelligence artificielle, technologies quantiques, solutions bas-carbone.

Accord sur le transport de CO₂ entre la France et la Norvège.

Le ministre de l'économie et des finances Eric Lombard et le ministre de l'énergie Terje Aasland ont signé le 23 juin 2025 un accord sur le transport transfrontalier de dioxyde de carbone (CO₂) à des fins de stockage géologique permanent. En négociation depuis plus d'un an, il s'agit du premier accord de ce type que la France signe. Il permettra d'engager des opérations de capture de CO₂ en France afin d'être stocké sous le plateau continental norvégien. L'accord facilitera l'atteinte de la neutralité zéro pour les industries les plus polluantes en termes de CO₂ (*hard to abate*).

Table-ronde économique bilatérale sur la transition.

Le Président de la République française et le Premier ministre norvégien ont présidé le 23 juin, en présence du Prince héritier Haakon, une table-ronde avec 13 chefs d'entreprises françaises et norvégiennes. Les échanges ont permis de dégager des pistes concrètes de coopération sur les thématiques suivantes : transition énergétique (Høegh Evi,

Statkraft, Euronext, Hexana), transition technologique (Naval Group, Kongsberg, The Quartz Corp, Telenor) et décarbonation (Engie, Equinor, Hydro, Northern Lights, Mistral AI).

Deux accords franco-norvégiens pour renforcer la coopération économique bilatérale.

Un accord tripartite entre Business France, Innovation Norway et la Chambre de Commerce Franco-Norvégienne permettra d'accroître la coopération industrielle et technologique ainsi que les investissements réciproques. L'accord entre Hexana, constructeur français de SMR et Norsk Kjernekraft permettra d'étudier l'ensemble des opportunités de développement du nucléaire norvégien.

Amorce de la baisse des taux directeurs de la Norges Bank à 4,25 %.

La Banque de Norvège a annoncé une baisse des taux directeurs de 0,25 points de pourcentage. Il s'agit de la première baisse depuis le pic atteint en décembre 2023.

5 % du PIB consacré à la défense.

Le Premier ministre a annoncé en amont du sommet de l'OTAN que la Norvège consacra 5 % de son PIB au renforcement de ses capacités de défense : 3,5 % du PIB seront fléchés sur les dépenses de défense et 1,5 % vers le secteur civil qui contribue à soutenir les capacités militaires du Royaume.

Investissements dans l'intelligence artificielle.

Le gouvernement a alloué 87 M€ pour la création de six centres nationaux de recherche sur l'intelligence artificielle (IA). Le ministre du numérique a présenté le Guide de l'IA élaboré par un groupe d'experts et destiné à accompagner les entreprises dans leur transition numérique.

Inauguration du projet Longship.

La première chaîne de valeur transnationale pour le captage et le stockage du carbone (CCS) a été inaugurée les 17 et 18 juin. La première cargaison de CO₂ est partie par bateau de la cimenterie de Brevik vers le site de Northern Lights, situé au large Bergen, où il est stocké à 2600 m de profondeur.

Suède

Le gouvernement revoit à nouveau à la baisse ses prévisions de croissance.

Pour 2025, la croissance du PIB est désormais attendue à +0,9 %, après une anticipation de +1,8 % en mai 2025 et +2,1 % mi-avril. Cette nouvelle prévision place la Suède au niveau de la moyenne de croissance prévisionnelle de l'UE cette année. Cette révision est justifiée par le contexte international, qui agit négativement sur la consommation des ménages et, surtout, l'investissement privé (lequel affiche une baisse de -3,8 % au T1 2025 par rapport au T4 2024).

La Riksbank abaisse son taux directeur de 0,25 pp, à 2 %.

Dans le sillage de la BCE, la Banque centrale suédoise baisse en juin son taux directeur de 0,25 point de pourcentage à 2 %, en raison du ralentissement économique et d'une inflation modérée. Une nouvelle baisse du taux directeur est envisagée à l'automne.

Accord historique entre les huit partis du parlement suédois pour consacrer 3,5% du PIB aux dépenses militaires et 1,5% aux dépenses de défense civile.

Le 19 juin, dans la perspective du Sommet de l'OTAN des 24 et 25 juin à La Haye, les huit partis politiques représentés au parlement suédois ont annoncé la conclusion d'un accord sur le financement de la hausse du budget de la défense (militaire et civile) pour un montant maximum de 300 milliards de couronnes suédoises (27,1 milliards d'euros) d'ici à 2035. Cet accord historique prévoit un recours à l'emprunt pour le financement des dépenses de l'État. Un plan d'augmentation progressive des crédits alloués à la défense militaire sera présenté dans le prochain budget, pour atteindre 3,5% du PIB d'ici 2032, avec un objectif de consacrer également 1,5% du PIB à des investissements supplémentaires en lien avec la défense (défense civile). Le ratio d'endettement public devra rester inchangé à 35% du PIB.

La richesse nationale suédoise atteint un niveau record fin 2024.

Après avoir diminué en 2023, la richesse nationale suédoise – qui correspond à la valeur nette des actifs financiers et non financiers de l'ensemble de l'économie, évalués au prix de marché - s'élevait à 40 170 Md SEK (3 627 Md€) fin 2024, soit le niveau le plus élevé mesuré à ce jour. Ce rebond est principalement dû à une forte hausse de la valeur des actifs financiers. La valeur des ressources naturelles a également connu une croissance marquée en 2024, selon l'Office suédois des statistiques (SCB). La richesse totale appartient principalement aux ménages, qui détiennent environ 69 % de la richesse nette. L'administration publique en détient 21 %, les entreprises 7 % et les organisations à but non lucratif 3 %.

Les subventions environnementales ont diminué de 18% en 2024.

En 2024, ces subventions se sont élevées à un peu moins de 20,9 Md SEK (environ 1,9 Md€), soit une baisse de 18 % par rapport à 2023. Elles ont représenté 0,3 % du PIB en 2024 et comprennent les subventions à la réduction des émissions, les aides liées à l'énergie, l'aide à l'environnement et à la coopération internationale, et les subventions liées aux ressources naturelles. Cette baisse s'explique principalement par des décaissements plus faibles dans le domaine des subventions à la réduction des émissions, qui sont passées de 12,1 Md SEK (1,1 Md€) à 7 Md SEK (627 M€).

Le taux de syndicalisation recule.

Selon la revue *Arbetet*, le taux de syndicalisation en Suède serait de 69 % en 2024, contre 77 % en 2006. Si la situation reste relativement stable pour les employés de bureaux (taux de syndicalisation passé de 77 % en 2006 à 74 % en 2024), le recul est marqué chez les ouvriers (de 77 % à 58 %). La Confédération générale des ouvriers (LO) reste le principal syndicat avec 1 178 000 adhérents (-21 400 adhérents en 2024). La Confédération des employés de bureau, des cadres et de la fonction publique (TCO) compte 1 014 000 adhérents et celle des professions libérales (SACO), 755 000, les deux enregistrant une hausse totale de 24 000 membres en 2024.

Ulf Kristersson plaide pour une suspension temporaire du règlement européen sur l'IA.

Le Premier ministre suédois a appelé à un arrêt temporaire de la mise en œuvre de la loi européenne sur l'IA (AI Act). Selon lui, le cadre réglementaire actuel menace la compétitivité technologique de l'UE et freine l'innovation. Il estime que cette législation désavantage les entreprises suédoises et risque de retarder l'Europe sur le plan technologique.

Déclaration d'intention de la France pour l'acquisition d'avions de surveillance GlobalEye de Saab.

Le 18 juin, lors du Salon du Bourget, le ministre des Armées français, Sébastien Lecornu et le ministre de la Défense suédois, Pål Jonson, ont signé une feuille de route visant à renforcer la coopération des deux pays en matière d'armement. Saab et la Direction générale de l'armement (DGA) ont notamment signé une déclaration d'intention conjointe concernant la vente de deux avions GlobalEye d'alerte et de contrôle (AEW&C) à la France, incluant l'équipement au sol, la formation et le soutien. Cette lettre d'intention prévoit également pour la DGA une option d'achat de deux avions supplémentaires pour remplacer les E-3F Awacs, qui équipent actuellement l'armée de l'Air et de l'Espace.

Opérations d'achats/vente pour la filiale engins de chantiers de Volvo AB.

Volvo Construction Equipment, la filiale de Volvo AB pour les engins de chantiers, acquiert Swecon, un concessionnaire d'équipements de construction pour 7 Md SEK (632 M€), auprès de Lantmännen. L'acquisition comprend les activités de Swecon en Suède, en Allemagne et dans les pays baltes. En 2024, Swecon a réalisé un CA de 10 Md SEK (environ 900 M€). En parallèle, Volvo Construction Equipment vend sa participation de 70 % dans la société chinoise SDLG pour 8 Md SEK (environ 723 M€). Les transactions devraient être finalisées au second semestre 2025.

Gel de la zone à faibles émissions (ZFE) de Stockholm par la Préfecture.

La préfecture de la région de Stockholm a suspendu la mise en place d'une zone à faible émissions (ZFE) de classe 3 (c'est-à-dire limitée à la circulation des véhicules électriques et certains véhicules au gaz naturel (norme Euro 6) au cœur de la capitale car la municipalité n'aurait pas rempli son obligation d'analyse préalable des conditions nécessaires à l'instauration de la ZFE. Celle-ci devait interdire la circulation des véhicules diesel, essence et hybrides dans l'hypercentre de Stockholm à partir du 1^{er} janvier 2026 dans une dizaine d'artères du centre-ville. La municipalité continue toutefois de défendre le projet, soulignant que la ZFE est l'un des outils-clés pour atteindre l'objectif d'un centre-ville sans émissions de CO2 d'ici à 2030.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,2
Danemark	1,5	1,8	3,7	-0,5
Finlande	0,8	-0,9	-0,1	0,0
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	-0,1
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,0
Islande	9	5,6	-0,7	nc

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

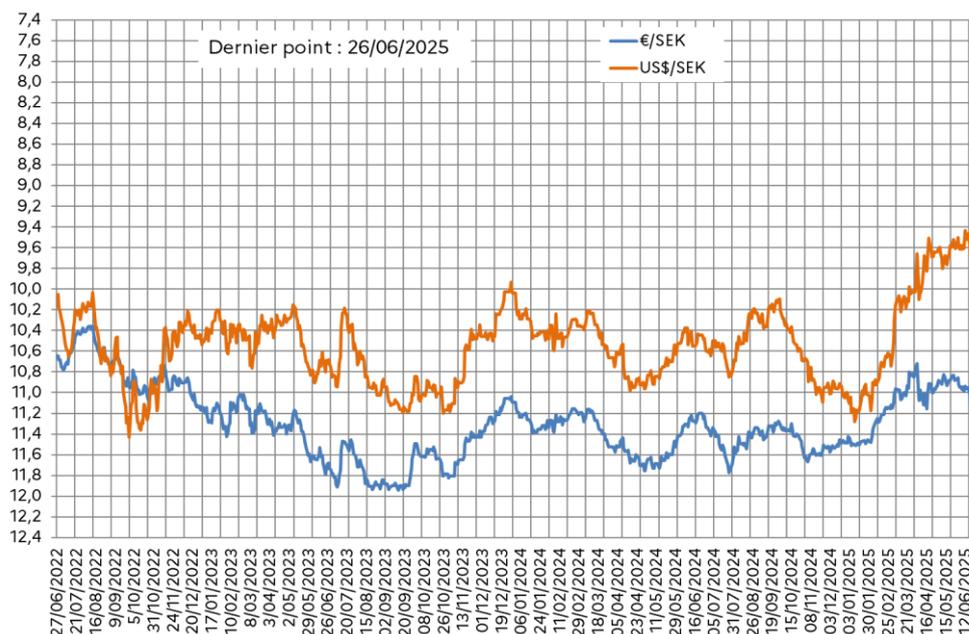
	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025
Suède	8,4	8,6	2,8	0,9*
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2

Sources : [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

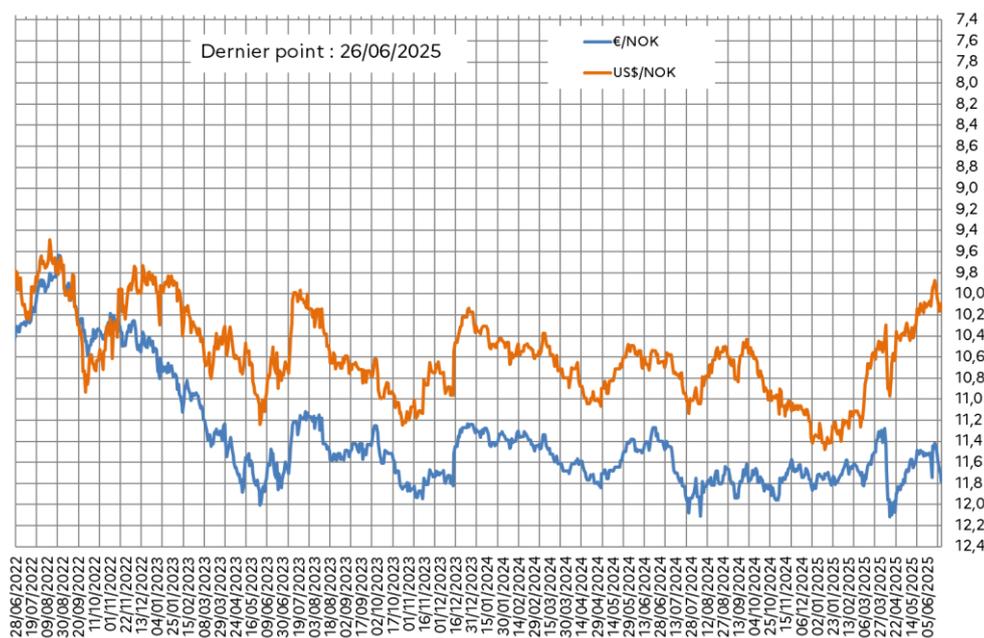
² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, A. Reynaud, M. Valeur, R. Mellin), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, G. Glorieux), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, A. Cherhal) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr